

Les crises financières : Incidences macroéconomiques

Cas : Pays Arabes

Dr Hadj BENZIDANE Dr Amine MOKHEFI

Maitre de conférences « A » Maitre de conférences « A »

Université de Mostaganem

1- Introduction

La crise financière a de multiples aspects : pertes des banques et des investisseurs sur les actifs financiers complexes et les titres des Agences ; défauts de ménages emprunteurs et pertes associées pour les banques de détail ; crise de liquidité avec les difficultés de financement des banques et des entreprises ; chute généralisée des prix des actifs risqués.

Les banques sont au cœur du financement des économies et lorsque leur situation financière ne leur permet plus d'assurer cette mission, la distribution du crédit est compromise. Dans le passé, et si on prend en compte l'ensemble des pays (y compris émergents), les crises ont duré, en moyenne, entre trois et quatre ans. Elles ont entraîné, sur la même période, une charge pour les finances publiques représentant 13 % du PIB et une baisse cumulée du PIB de près de 20 %.

Il convient d'ailleurs de noter la différence entre ces deux effets, puisque l'impact de la crise sur le PIB est une perte de richesse pour la Nation, alors que l'aggravation du défi budgétaire pose des problèmes de répartition, entre les agents économiques, de la charge de son financement ultérieur, sous forme de hausses d'impôts ou d'accroissement de l'endettement (c'est-à-dire de report sur les générations ultérieures).

L'exemple des crises financières passées montre qu'il existe un risque important de voir dans les économies avancées les perspectives de croissance réduites par la crise actuelle. Dans une approche comptable des sources de la croissance, celle-ci est déterminée in fine par l'évolution des facteurs de production (capital et travail) et l'efficacité de la combinaison de ces facteurs (mesurée par la productivité globale des facteurs – PGF).

Or toutes ces composantes pourraient être affectées par la crise, à des degrés divers selon l'horizon considéré.

2- Crises et instabilité financières

L'instabilité financière se manifeste par des mouvements importants et parfois brutaux des variables financières, notamment les cours boursiers et les taux de change. Elle prend la forme de phases haussières (les *booms*) ou baissières (les dépressions), qui tendent à éloigner d'une manière significative et durable ces variables de leur valeur d'équilibre fondamental. Pour le taux de change, par exemple, cette valeur fondamentale est celle qui assure l'équilibre interne (absence d'inflation) et externe (balance des paiements) du pays émetteur de la monnaie en question. Il convient de bien distinguer l'instabilité financière de la simple

volatilité financière ; cette dernière (souvent mesurée par la « variance » des rendements des titres, des taux de change, etc.) décrit les fluctuations temporaires et de faible amplitude des variables financières autour de leur valeur moyenne. Les crises financières traduisent en général une instabilité financière forte. Elles désignent des perturbations sur les marchés bancaires et financiers qui conduisent à la défaillance d'établissements bancaires et financiers, avec un risque de propagation à l'ensemble du système financier – que l'on qualifie de « risque systémique » – de telle sorte qu'est mise en danger l'une au moins des trois fonctions clés du système financier : l'allocation du crédit et des capitaux, la circulation des moyens de paiement et l'évaluation des actifs financiers. Les crises financières sont d'une ampleur variable. Les plus graves, telles celles de 1929 ou de 2008, ont des effets dépressifs importants sur l'activité économique¹.

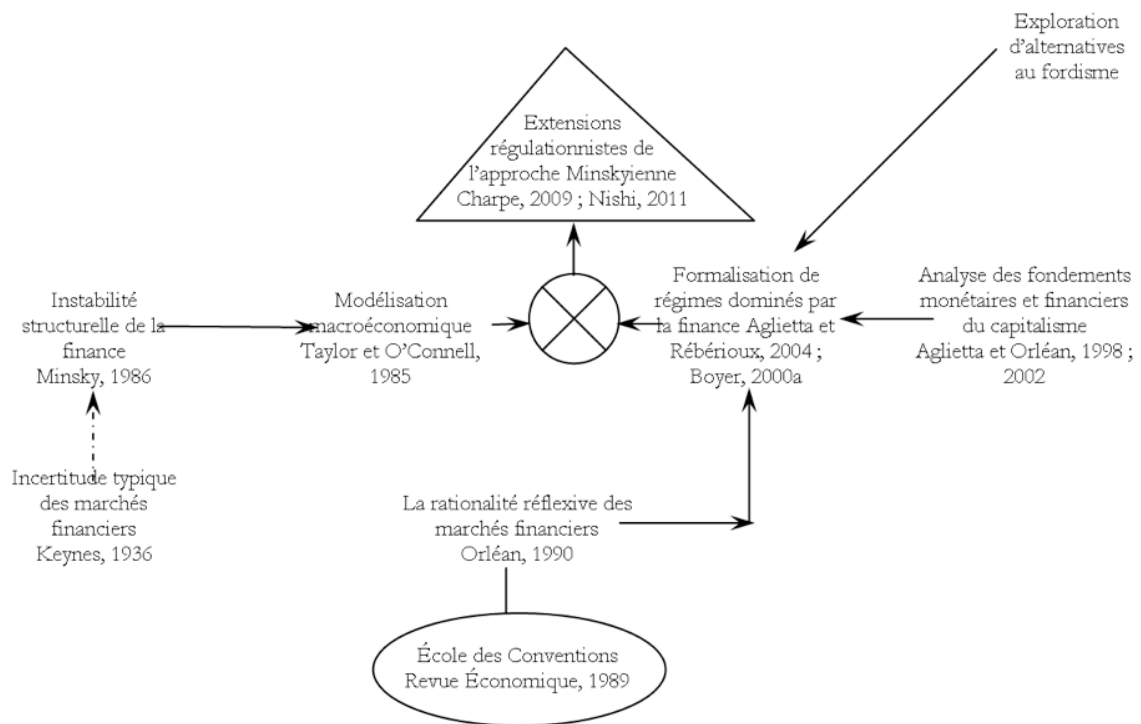
L'hypothèse d'instabilité financière à la Minsky fait donc un retour remarqué car c'est l'une des rares problématiques – en compagnie des modèles d'accélérateur financier qui en ont introduit les mécanismes dans la macroéconomie standard – qui rend intelligible les conséquences de la libéralisation financière. C'est donc une seconde convergence entre post-keynésiens et régulationnistes, au point d'alimenter des formalisations originales qui tiennent compte du fait que ce sont les ménages qui ont été transformés en des spéculateurs Ponzi, ce qui introduit une dynamique originale par rapport au modèle original qui portait exclusivement sur la stratégie des entreprises (Charpe, 2009). De même lorsqu'on insère la taxonomie des stratégies financières (couverture, spéculation, Ponzi), il apparaît que la croissance peut être soit favorisée, soit hypothéquée selon la distribution des trois stratégies et le niveau du taux d'intérêt fixé par la Banque centrale (Nishi, 2011a). Ainsi à l'occasion de la crise ouverte en 2008, apparaît un programme de recherche commun aux post-keynésiens et régulationnistes².

Depuis septembre 2008, et plus particulièrement depuis la faillite de Lehman Brothers, les pays émergents et en développement sont rattrapés par la crise. Leur faible exposition directe aux subprimes avait laissé espérer, un temps, un découplage entre ces économies et celles des pays avancés. Mais les canaux de transmission des turbulences financières se sont peu à peu révélés.

Figure N°02 : Instabilité financière et les finances

1 - <http://www.universalis.fr/encyclopedie/crises-financieres-instabilite-financiere/>, Consulté le 12/9/2015

2- Robert Boyer, Post-keynésiens et régulationnistes : Une alternative à la crise de l'économie standard ?, Revue Régulation, 10 | 2e semestre / Autumn 2011 , p.5



Source : Robert Boyer, op.cit, p.5

Les pays émergents et en développement ont été affectés par un triple choc exogène : un tarissement de la liquidité internationale, un effondrement de la demande mondiale renforcé, dans certains cas, par une baisse rapide des prix des matières premières.

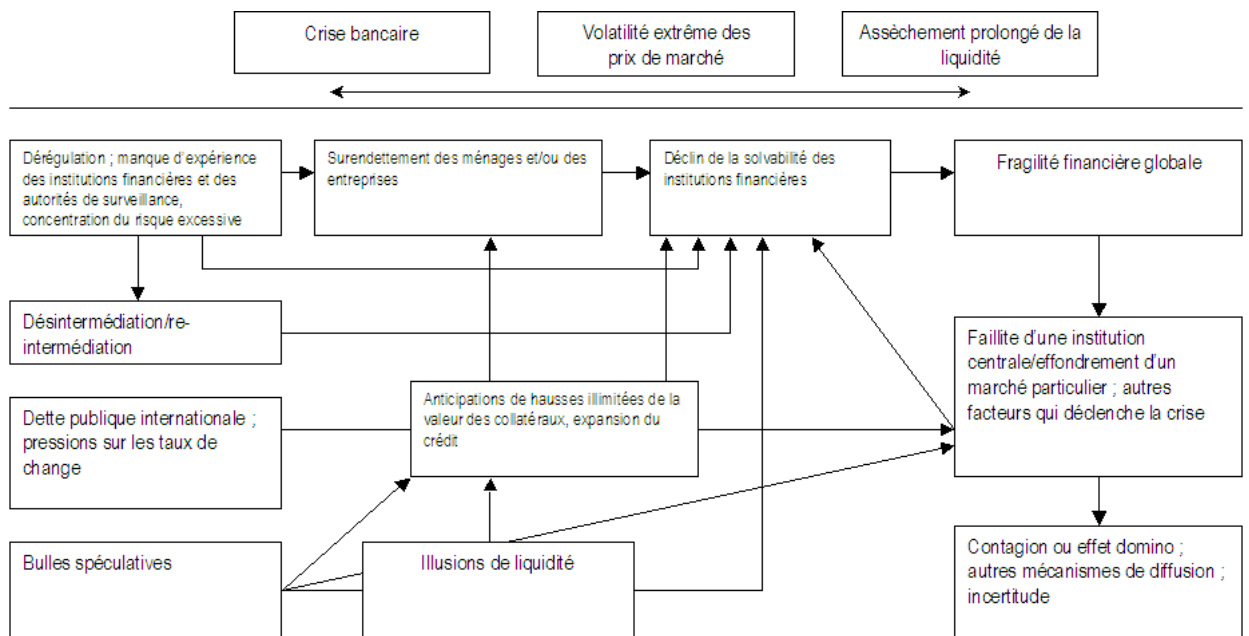
Dix ans après la crise asiatique, les économies émergentes sont progressivement redevenues plus ouvertes aux capitaux étrangers, notamment à travers la forte augmentation des créances transfrontières des banques étrangères sur ces économies. En 2008, les flux de capitaux à destination des pays émergents et en développement ont enregistré une forte correction (une baisse de plus de 500 milliards de dollars), liée à des sorties bancaires, tout en demeurant positifs. En 2009, la situation s'est aggravée et même les investissements directs à l'étranger (IDE) ont été affectés. Ainsi, en deux ans, la chute des flux de capitaux vers les pays émergents a été importante : de près de 700 milliards de dollars d'entrées nettes de capitaux privés en 2007, on assisterait à des sorties nettes qui pourraient s'élever à plus de 50 milliards de dollars en 2009 selon les prévisions du FMI.

Souvent considérée comme le plus grand choc financier depuis le krach boursier de 1929, la crise des *subprimes* (2007) a déclenché une tempête sur le marché du crédit américain avant de déstabiliser tout le système bancaire et financier mondial. L'immobilier de type « sous- prime » (*subprimes*) est constitué de ménages dont l'accès à la propriété est difficile du fait qu'ils ne présentent pas toutes les garanties de paiement que l'on retrouve dans le secteur de qualité (intitulé *prime*). La répartition des ménages en différents secteurs dépend de multiples critères comme l'endettement initial de l'emprunteur, le rapport entre sa dette et ses revenus, son patrimoine, etc. Sur le marché des prêts immobiliers américains, le

plus vaste du monde (5800 milliards de dollars en 2007), les crédits *subprimes* atteignaient environ 15% du total des encours. Dans une période de croissance continue du marché de l'immobilier, les agences de crédit ont accordé des prêts à des ménages potentiellement incapables d'en acquitter les charges financières, en escomptant que la montée des prix de l'immobilier (qui ont augmenté de 80% entre 2000 et 2006) permette *in fine* de les assumer. Les organismes de prêts ont eu de plus en plus recours à des montages risqués, comme les taux variables sur la durée du prêt (formule du « 2/28 » où le 2 signifie deux ans de taux d'intérêt promotionnels avant que le taux réel ne s'applique sur les 28 années suivantes, etc.) (...) Avec le retournement du marché dès 2006, nombre de ménages paupérisés n'ont pu alors faire face au bondissement de leurs mensualités au moment même où les prix de l'immobilier reculaient (...) La propagation de la crise a été rendue inévitable par le fait que les courtiers ayant vendu les prêts *subprimes* à leurs clients les avaient ensuite cédés à des banques qui avaient à leur tour transformé ces produits en titres de dette négociable (*Collateralized Debt Obligations, CDO*) à l'occasion d'opérations dites de « titrisation », d'où le terme parfois utilisé de crédit « structuré ». Ces montages financiers complexes mais à haut rendement (souvent supérieurs à 20% par an) ont ensuite été diffusés dans des portefeuilles de titres auprès des banques, des assurances et des fonds d'investissement du monde entier, d'autant que les énormes gains potentiels ont généré une sous-évaluation du risque en période d'euphorie boursière. La faillite brutale de plusieurs établissements de prêts hypothécaires a provoqué l'effondrement de ce château de cartes et engendré des pertes gigantesques pour des établissements bancaires et financiers ayant pignon sur rue : la méfiance s'est instaurée entre les banques cherchant à se débarrasser de leurs titres¹.

Figure N° 1 : Eléments des crises financières

¹ - Pascal Rigaud et Laurent Braquet, Instabilité financière et régulation , <http://www.melchior.fr/Etape-decouverte.11818.0.html>, Consulté le 09/09/2015.



Source : <http://www.senat.fr>, Consulté le 11/09/2015

Les crises financières ont été définies par Bordo *et alii* (2001) comme « des épisodes de volatilité sur les marchés financiers marqués par des problèmes significatifs d'illiquidité et d'insolvabilité parmi les participants aux marchés financiers et/ou par l'intervention des autorités publiques pour contenir leurs conséquences ». En s'appuyant sur cette définition, Taylor cherche à déterminer la fréquence des crises financières, selon qu'elles soient survenues parmi les pays avancés ou bien parmi les pays en développement. Ces derniers n'ont officiellement pas connu de crises financières avant les années 1860 ; cela peut notamment s'expliquer par leur sous-développement financier. Les pays avancés ont par contre connu des crises financières presque continûment depuis 1800. Par contre, la période s'étalant entre les années quarante et les années soixante-dix, qui fut en l'occurrence une ère de répression financière et de contrôles des capitaux, fut marquée par une relative stabilité financière : il n'y eut que trois crises dans les pays émergents et aucune dans les pays avancés. Ainsi, Taylor conclut que les crises financières sont des événements rares, mais pas des cygnes noirs. La durée d'un cycle financier est plus longue que les cycles d'affaires : si une récession survient tous les 5 à 10 ans, une crise financière est moins fréquente, survenant en moyenne tous les 15 à 20 ans. Une analyse robuste des crises financières exige donc une base de données aussi étendues que possibles dans le temps comme dans l'espace. Ensuite, la fréquence des crises financières a été relativement similaire parmi pays en développement les et parmi les pays avancés. En d'autres termes, ces dernières sont loin d'être immunisés contre l'instabilité financière, contrairement à ce que beaucoup ont pu croire¹.

¹ - <http://www.blog-illusio.com/2015/03/le-credit-l-instabilite-financiere-et-la-macroeconomie.html>, Consulté le 21/09/2015

3- Les effets macroéconomiques des crises financières : Etats de causalité

Les économistes formés avant les années 1990, pour établir une césure grossière, assimilent la macroéconomie avec la *Théorie générale* de Keynes, le modèle IS-LM et ses multiples ramifications et les modèles économétriques tels qu'ils ont culminé dans le modèle de Brookings. Leur objet d'intérêt privilégié était le chômage. Celui-ci était expliqué en termes d'une insuffisance de demande, à laquelle il s'agirait de remédier par des actions de relance sous une forme monétaire ou fiscale. Certes, depuis Keynes, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et la macroéconomie a évolué sous l'effet des travaux d'une armada de chercheurs. Mais, durant son premier quart de siècle d'existence, elle est fondamentalement restée keynésienne, en méthode et en esprit. S'il était généralement admis que la macroéconomie faisait preuve d'une moindre rigueur théorique que la microéconomie, cette faiblesse était compensée, pensaient les macroéconomistes, par le fait que son dévolu était jeté sur des problèmes ayant une portée politique et un impact supérieurs sur le bien-être des populations. De toute façon, la microéconomie et la macroéconomie étaient des champs distincts et les membres de l'une ou de l'autre avaient le tact de ne pas se préoccuper de ce qui se passait dans le jardin du voisin¹.

La crise financière de la fin des années deux mille, si elle a débuté sur le marché immobilier américain, s'est rapidement révélée comme une crise mondiale, autant dans ses causes que dans ses manifestations. Dans la présentation introductive de la conférence, Jean-Pierre Landau a proposé un renversement de perspective pour la macroéconomie internationale : considérer l'économie mondiale comme un système unique plutôt que comme un ensemble compartimenté d'économies nationales en interaction. Dans cette nouvelle perspective, la chute simultanée de la production dans l'ensemble des économies nationales, que la macroéconomie internationale cherche à expliquer par des phénomènes de contagion, peut être réinterprétée comme l'effet d'un choc unique de liquidité et de confiance dans ce système mondial.

L'économie mondiale est souvent décrite comme reflétant un déséquilibre majeur, qui amène en particulier la première économie mondiale à enregistrer des déficits de balance des paiements courants très importants et des pays moins avancés des excédents commerciaux élevés. Une contribution notable aux déséquilibres mondiaux de balances courantes vient de l'accumulation de réserves par les banques centrales asiatiques, notamment la banque centrale de Chine.

¹ -Michel de Vroey, La crise de 2008. Quel effet de retour sur la théorie macroéconomique ?, Reflets et perspectives de la vie économique, 2010/1 (Tome XLIX),p.88

La chute de la production que les grandes économies ont connue à la fin de l'année 2008 et au début de l'année 2009 a frappé par son ampleur et sa simultanéité (cf. graphique 4). Le fait que les marchés financiers aient eux aussi évolué conjointement dans un grand nombre de pays a naturellement mené à s'interroger sur le rôle des canaux de transmission financiers dans la crise.

Il est trop tôt pour tirer les conséquences de cette crise mais certaines remarques peuvent néanmoins être faites.

1er effet de la crise : on va observer une augmentation de l'aversion à l'égard des risques. Depuis 3 ans, le risque du crédit a été massacré par les marchés, les investisseurs, etc. ; les primes de risque ont été anormalement basses. Jean-Claude Trichet parle ainsi à juste titre de "normalisation du risque".

L'effet de la crise sera sans doute ressenti pendant quelques années, et ce, dès 2008.

2ème effet : la consommation aux États-Unis constitue l'un des canaux de transmission importants des effets de cette crise. Certains ménages américains sont actuellement victimes d'un double effet de richesse négatif : la chute de la bourse et la baisse des prix des logements. Cette conjugaison de deux effets de richesse négatifs, l'un sur l'immobilier, l'autre sur les actifs financiers, ne s'est pas retrouvée depuis quelques temps. Je considère comme plausible la double hypothèse selon laquelle la consommation des ménages américains va ralentir et les ménages américains qui font de l'épargne négative vont recommencer à faire de l'épargne positive, hypothèse qui va alimenter le ralentissement américain. Un taux de croissance de 2%, ou un peu moins, ne doit toutefois pas être considéré comme une récession. Par ailleurs, la réactivité de la FED pourra être l'un des vecteurs permettant d'éviter cette récession. Le débat sur la consommation américaine est très important par rapport aux prévisions sur la croissance mondiale et aux conséquences de cette crise en Europe et ailleurs.

3ème effet : le comportement des banques. Ce n'est pas prendre de risque que de dire que les banques vont être plus sélectives dans la distribution des crédits. Un "credit crunch", c'est-à-dire une suppression des crédits, semble impensable. Les banques, tout comme les marchés, vont devenir plus sélectifs. Cela se traduira sans doute par une baisse des taux de croissance des crédits en rythme annuel de 10-11% par an, par exemple, pour les crédits à l'habitat dans la zone euro ou en France, à des rythmes qui seront peut-être plus soutenables. Là aussi, ce sera en quelque sorte un retour à la normale.

4ème effet : la fragilité du dollar. Cette crise financière ne revigore pas le dollar, loin de là. Elle renforce sa fragilité qui existait avant la crise et qui est accentuée par les comportements différenciés de la FED et de la BCE.

Dans les mois à venir, le problème que l'Europe devra gérer ne sera pas monétaire mais politique, et il l'est d'ailleurs déjà. Il s'agit du problème du taux de change de l'euro. Il est

possible que les Européens se déchirent sur cette question. En effet, si on considère l'Allemagne, avec son excédent extérieur, et la France, avec son déficit extérieur, on voit bien que les problèmes/contraintes de compétitivité divergent.

Le taux de change va rapidement atteindre 1,40 dollar pour un euro, voire plus. A l'Assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale en octobre, sera évoqué le problème de la "guerre monétaire larvée [4]" . En effet, les Américains sont satisfaits de la baisse du dollar ; les Japonais ne veulent surtout pas que le yen monte et la Banque du Japon maintient ses taux très bas (0,5% pour les taux courts). Quant aux Chinois, ils font semblants de réévaluer leur devise. La zone dollar, de fait, s'est agrandie considérablement vers l'Asie. Ce sont donc les Européens qui en subissent les conséquences : l'euro et la livre sterling montent, le franc suisse n'étant pas tout à fait dans la même situation.

Il ne s'agit pas uniquement d'un problème de BCE, il s'agit d'un problème politique, de G7 et au-delà (incluant la Chine) qui alimentera le débat des prochains mois. Le dollar, un peu oublié du fait de la crise financière, va revenir dans l'actualité¹.

La principale conséquence de la crise bancaire est sa répercussion dans le reste de l'économie, entraînant une crise économique plus générale et plus profonde. Ce fut ainsi le début de la récession. Les problèmes économiques découlant de la récession et de la crise ont généralement des impacts sociaux et structurels dans les secteurs importants de la société. Ils affectent le niveau de vie et limitent les besoins des individus dans ces secteurs. Les répercussions sociales de la crise financière mondiale sont également très répandues et entraînent souvent une dégradation du niveau de vie de millions de personnes, en particulier dans les pays pauvres. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que près d'un milliard de personnes au monde sont touchées par la faim. Par ailleurs, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a rapporté que plus de 200 millions de personnes sont au chômage.

Même dans les pays ou les régions qui ont montré quelques signes d'évolution positive, le fait de se remettre de la crise financière mondiale demeure un défi constant. De nombreux pays asiatiques ont connu une croissance rapide et la création de richesses dans les dernières décennies. Cela a conduit à d'énormes investissements dans les pays occidentaux, ainsi qu'à l'augmentation des investissements étrangers en Asie, principalement en provenance de l'Occident. Cependant, cette crise a montré que les répercussions se font sentir de part et d'autre dans un monde de plus en plus interconnecté. Ainsi, l'Asie a été plus exposée aux problèmes provenant de l'Occident. Les produits et services asiatiques sont demandés dans le

1 - Jean-Paul Betbèze, La crise financière : origines et conséquences. Quelles sont les conditions du retour de confiance ?, <http://www.robert-schuman.eu/fr/>, Consulté le 17/10/2015

monde entier, et un ralentissement dans les pays riches signifie aussi un ralentissement en Asie, entraînant des pertes d'emploi et des problèmes connexes tels que les troubles sociaux. Les problèmes persistants liés à la crise économique incluent l'augmentation du taux de chômage, la hausse de la dette, la faible croissance dans les pays développés, ainsi que l'augmentation des difficultés d'accès au financement pour les pays en développement. En outre, les prix des denrées alimentaires en 2011 ont été instables et ont presque atteint leur niveau maximal en 2008. Des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel ont un besoin urgent d'assistance à la suite de la sécheresse, des conflits dévastateurs et du déplacement des populations¹.

4- Etat des lieux des pays arabes

Les pays arabes, et notamment ceux du pourtour méditerranéen, traversent actuellement une période compliquée sur le plan économique. Les difficultés rencontrées par ces pays sont en partie liées aux modèles économiques mis en place à l'issue des révolutions arabes, mais aussi à des caractéristiques spécifiques telles que la démographie, l'éducation et la mauvaise gouvernance. A court terme, et de façon pragmatique, il apparaît que la stabilité économique de la région sera difficile à maintenir sans une importante aide financière en provenance des pays occidentaux. A plus long terme, l'enjeu stratégique pour permettre le développement de ces pays est la combinaison des questions démographiques et éducatives, couplées aux aspects de bonne gouvernance².

Les pays du Maghreb ne sont pas isolés du reste du monde bien que les conséquences soient, comme nous le verrons, moins influentes sur leur secteur financier du fait, que celui-ci n'est pas vraiment connecté aux places financières des pays développés et que leur monnaie n'est pas totalement convertible, par contre, des méfaits sont apparus dans leur économie réelle. Les exportations, l'IDE, le tourisme et les transferts de fonds connaissent des régressions, qui impactent négativement la croissance de ces pays. Leur développement connaît également quelques entorses (recul de l'investissement, chômage, pan de pauvreté).

Tous ces effets restent tributaires de l'intensité et du temps, que prendra la récession de l'économie mondiale et surtout celle des pays européens, leurs principaux partenaires commerciaux. Ils dépendront aussi de l'efficacité des mesures prises au niveau local et à l'échelle régionale. Il est fort de constater que la crise n'a épargné aucun pays du Maghreb, que leurs politiques économiques et leur système de gouvernance soient ou non considérés comme solides, que leurs résultats macroéconomiques soient ou non satisfaisants.

1 - <http://www.codesria.org/> La crise financière et économique mondiale et les pays du Sud : Impact et réponses, Consulté le 20/9/2015

2 - Sylvain Fontan, Les pays arabes face à la crise économique, <http://www.latribune.fr/>, Consulté le 20/10/2015.

Ainsi, si dans les premiers mois ayant suivi la crise beaucoup (notamment leurs gouvernants) s'accordait à penser que ces pays ne seraient pas touchés du fait de leur intégration modérée dans l'économie mondiale, par la suite, il s'avère qu'elle se propage à ces pays. Leurs économies sont peu touchées de façon directe mais elles se trouvent plus affectées de manière indirecte en fonction de leur degré d'exposition ou d'ouverture et de leur dépendance vis à vis des marchés extérieurs notamment européens¹.

Il en va tout autrement de l'insertion de ces différents pays dans l'économie mondialisée. Ce qui les caractérise est justement l'ampleur de celle-ci et non leur mise à l'écart. Il n'est pas simple de mesurer une telle insertion. Sur la base des éléments statistiques disponibles, deux indicateurs peuvent être utilisés. Le premier, très classique, est le rapport simple entre les exportations et le produit intérieur brut (PIB). Le second est le rapport entre les investissements directs étrangers reçus (IDE) et l'investissement intérieur (formation brute de capital fixe ou FBCF). Le tableau ci-dessous en présente les résultats pour ces dix pays. Pour éclairer ce tableau, nous lui adjoignons les résultats comparables obtenus par 5 pays développés et 5 pays émergents bien intégrés dans l'économie mondiale².

1 - Chabha BOUZAR, L'impact de la crise financière internationale sur les pays du Maghreb, Revue Campus N°16, www.ummo.dz/.../L_impact_de_la_crise_financiere_internationale.pdf, Consulté le 20/10/2015, p.12

2 - Patrice Allard, Révolution démocratique salutaire dans le monde arabe ou première crise sociale majeure de la mondialisation ?, <http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-8866.html>, Consulté le 28/09/2015

Tableau 2 : Importance de l'insertion des économies dans la mondialisation.

Pays	IDE / FBCF 2008	Exportation / PIB 2007
Algérie	3,9 %	39,0 % (chiffre de 2003)
Bahreïn	25,7 %	70,0 %
Égypte	26,4 %	16,2 %
Jordanie	36,3 %	32,2 %
Libye	15,8 %	52,0 %
Maroc	8,8 %	16,8 %
Mauritanie	14,0 %	13,1 %
Syrie	18,8 %	27,8 %
Tunisie	25,7 %	33,9 %
Yémen	25,0 %	33,3 %

Pays	IDE / FBCF 2008	Exportation / PIB 2007
Allemagne	3,7 %	34,7 %
Etats-Unis	11,5 %	7,3 %
France	16,0 %	21,7 %
Japon	2,1 %	14,1 %
Royaume-Uni	20,9 %	16,3 %
Chine	8,6 %	34,0 %
Corée du Sud	6,8 %	35,0 %
Mexique	9,5 %	28,2 %
Thaïlande	13,2 %	57,3 %
Vietnam	29,4 %	47,2 %

Source : Banque mondiale.

La crise devenue économique qui frappe en 2009 les pays des centres n'a pas manqué de toucher ces pays de la région, d'autant plus durement que leurs économies étaient devenues dépendantes de leurs clients ou donneurs d'ordres occidentaux. Au besoin plus ou moins mal satisfait de créer des emplois pour absorber les nombreux entrants dans la vie active, s'est ajouté le chômage d'une conjoncture devenue défavorable. Globalement, le niveau de ce chômage varie d'un de ces pays à l'autre. L'importance de leur dépendance, la spécificité de leurs structures productives comme la fiabilité des informations statistiques n'y sont pas étrangers. Cependant le chômage de chacun présente des similitudes en ce qu'il est inégalement réparti sur l'ensemble des actifs. Il frappe plus durement les jeunes que leurs aînés, les diplômés plus que les sans diplômes. Ainsi, en moyenne sur les années 2000-2008, le chômage, en Algérie, concernait 45,3 % des diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur et seulement 19 % des actifs ayant reçu une formation limitée à l'enseignement primaire. Au Maroc, la différence (54,2 % contre 8,8 %) est encore plus marquée. Pour cette raison, ne soyons pas étonnés de voir les jeunes, et particulièrement les jeunes

diplômés, jouer un rôle important dans le déclenchement de ces puissants mouvements politiques et sociaux¹.

En raison de leur faible taux d'intégration financière, les pays maghrébins furent épargnés par les effets directs de la crise. Toutefois, du fait la volatilité et la fragilité de leurs économies et la faiblesse de leurs ressorts internes de croissance, ces pays semblent plus exposés à ses effets indirects. Ces derniers se sont propagés vers le groupe de pays maghrébins suite à la récession des pays partenaires et la dégradation de leur bilan socioéconomique. Dans ce que suit, nous nous proposons de présenter un aperçu sur les effets actuels de la crise dans les pays maghrébins. Cet aperçu sera enrichi par une étude empirique en données de panel. L'étude empirique visera à estimer les effets prévisionnels de la crise sur les économies maghrébines et à apprécier l'impact des politiques de gestion sur ses effets. Dans ce travail, une attention particulière sera accordée aux canaux de transmission des effets et des politiques de gestion, vers les pays maghrébins en provenance des pays partenaires².

5- Conclusion

Il apparaît que la crise financière internationale constitue, après la hausse des prix des denrées alimentaires, une source de pressions supplémentaires sur les économies des pays membres du Groupe.

Les actions ci-après à mener au sein des pays du Groupe devraient permettre d'atténuer l'impact de la crise sur le secteur financier et le cadre macroéconomique d'une part, et d'autre part, de renforcer le plaidoyer pour une réforme de l'architecture financière et une relance commerce au plan international. Le renforcement de la coordination et de la concertation entre les Autorités de régulation et de surveillance des différents compartiments du système financier (banques, institutions de microfinance, marchés financiers, assurances, systèmes de pension et prévoyance sociale), ainsi que l'établissement des cadres d'échanges d'informations entre superviseurs régionaux. A ce titre, il pourrait être recommandé la création d'un Forum de Stabilité Financière à l'échelle du Continent, sous la coordination des banques centrales la modernisation des systèmes d'information, afin de renforcer la qualité et la transparence des informations financières et de réduire leurs délais de transmission ; la mise en place d'un cadre de promotion, de régulation et de contrôle des agences de notation dans les pays.

La crise a singulièrement renforcé les défis économiques auxquels sont confrontés les États tel que les pays de MENA, notamment la stabilité du cadre macroéconomique et la réduction de la pauvreté. Aussi, les actions à mener par les États pour atténuer l'impact de la crise sur les économies de cette région devraient-elles être axées, d'une part, sur la poursuite

¹ -Patrice Allard, Révolution démocratique salutaire dans le monde arabe ou première crise sociale majeure de la mondialisation ?, <http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-8866.html>, Consulté le 28/09/2015

² - TAOULI Mustafa Kamal & KRIM Abdelkarim, Impact de la crise financière internationale sur l'économie réelle des PAYS MAGHRÉBINS et enjeux de développement, Revue Ro'a Iktissadia, Sixième September 2013, www.univ-eloued.dz/roa/images/PDF/F/F10.pdf, consulté le 25/09/2015,p.3

des politiques économiques déjà engagées par les États pour la relance de la croissance et la réduction de la pauvreté, et d'autre part, sur la mobilisation de ressources additionnelles pour le financement de ces politiques, face aux contraintes financières qui découlent de la crise. Dans ce cadre, la poursuite de la mise en oeuvre des programmes de réformes autour des axes ci-après devrait revêtir un caractère prioritaire.

6- Références

- Chabha BOUZAR, L'impact de la crise financière internationale sur les pays du Maghreb, Revue Campus N°16,
- <http://www.blog-illusio.com/2015/03/le-credit-l-instabilite-financiere-et-la-macroeconomie.html>, Consulté le 21/09/2015
- <http://www.codesria.org/> La crise financière et économique mondiale et les pays du Sud : Impact et réponses, Consulté le 20/9/2015
- <http://www.universalis.fr/encyclopedie/crises-financieres-instabilite-financiere/>, Consulté le 12/9/2015
- Jean-Paul Betbèze, La crise financière : origines et conséquences. Quelles sont les conditions du retour de confiance ?, <http://www.robert-schuman.eu/fr/>, Consulté le 17/10/2015
- Michel de Vroey, La crise de 2008. Quel effet de retour sur la théorie macroéconomique ?, Reflets et perspectives de la vie économique, 2010/1 (Tome XLIX),
- Pascal Rigaud et Laurent Braquet, Instabilité financière et régulation, <http://www.melchior.fr/Etape-decouverte.11818.0.html>, Consulté le 09/09/2015.
- Patrice Allard, Révolution démocratique salutaire dans le monde arabe ou première crise sociale majeure de la mondialisation ?, <http://base.d-ph.info/en/fiches/dph/fiche-dph-8866.html>, Consulté le 28/09/2015
- Robert Boyer, Post-keynésiens et régulationnistes : Une alternative à la crise de l'économie standard ?, Revue Régulation, 10 | 2e semestre / Autumn 2011 ,
- Sylvain Fontan, Les pays arabes face à la crise économique, <http://www.latribune.fr/>, Consulté le 20/10/2015.
- TAOULI Mustafa Kamal & KRIM Abdelkarim, Impact de la crise financière internationale sur l'économie réelle des PAYS MAGHRÉBINS et enjeux de développement, Revue Ro'a Iktissadia, Sixième September 2013, www.univ-eloued.dz/roa/images/PDF/F/F10.pdf, consulté le 25/09/2015,
- www.ummtto.dz/.../L_impact_de_la_crise_financiere_internationale.pdf, Consulté le 20/10/2015,